

Conférence de presse du 29 novembre 2024

10e baromètre « Conditions de travail »

---

## Amélioration des conditions de travail contre le stress et pour la formation continue

Intervention d'Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse / ancien conseiller national

Cette année, nous pourrions fêter un petit anniversaire : nous présentons le Baromètre Conditions de travail pour la dixième fois. En tant que président de Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, je me réjouis que nous ayons un instrument avec le Baromètre qui permet de faire des conditions de travail dans notre pays un sujet de discussion une fois par an. Nous voulons montrer où se situent, à notre avis, les points délicats afin de pouvoir les améliorer. Nous le faisons depuis 2015 en collaboration avec la Haute école spécialisée bernoise. Dans le cadre d'un sondage représentatif, les travailleuses et travailleurs sont interrogés chaque année en juin sur différents aspects liés au travail.

Cette année encore, les résultats montrent l'ampleur réelle de la pression sur le marché du travail, telle qu'elle est évaluée par les travailleurs et travailleuses. Lors de l'enquête de cette année, ils ont évalué leur situation de manière plus positive : 13 domaines se sont améliorés, 7 se sont détériorés. Il est frappant de constater qu'au vu du taux de chômage toujours bas et de la pénurie de main-d'œuvre due à l'évolution démographique, la peur de perdre son emploi a diminué. Une partie des employeurs s'efforce d'être attractive sur le marché du travail en offrant des conditions de travail attrayantes. Les entreprises ou les branches qui ne s'efforcent pas d'être attractives et qui ne veulent pas offrir aux travailleuses et travailleurs un travail qui a du sens et de bonnes conditions de travail auront également plus de difficultés à l'avenir sur le marché du travail. D'un point de vue syndical, il convient de faire pression sur ces branches. Dans ce contexte, les détériorations de la loi sur le travail ne mènent à rien. Elles conduisent à des conditions encore plus mauvaises dans les branches sans conventions collectives de travail - la dernière en date étant la facilitation du travail du dimanche dans la vente.

L'un des problèmes les plus graves que nous avons constatés cette année encore est l'augmentation du stress et de l'épuisement parmi les travailleuses et travailleurs. Environ 40% d'entre eux déclarent être épuisés à la fin d'une journée de travail. Le baromètre Conditions de travail montre clairement qu'un nombre considérable de travailleuses et travailleurs sont soumis à une forte pression et ont des difficultés à trouver un équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie privée. Il ne s'agit pas seulement d'un fardeau personnel, mais aussi d'une menace sérieuse pour la productivité et la santé du personnel, y compris pour notre système de milice. La politique ne peut plus ignorer cette situation ! Il y a tout de même une lueur d'espoir dans le fait que la commission parlementaire compétente veut inscrire dans la loi sur le travail un droit à ne pas être joignable, comme l'a proposé Travail.Suisse (même si les autres points de la réforme ne vont pas dans notre sens).

Nous devons nous poser la question : pourquoi sommes-nous si nombreux à vivre ce stress ? Un élément central est le manque d'appui de la part des employeurs. En particulier à une époque où les entreprises doivent réagir rapidement aux changements économiques, la considération pour le personnel passe souvent à la trappe. Il est donc indispensable que les entreprises ne poursuivent pas uniquement des objectifs financiers, mais placent également le bien-être de leur personnel au cœur de leur stratégie.

Un autre problème urgent est le manque de soutien financier à la formation continue, en particulier pour les travailleuses et travailleurs aux salaires les plus bas. Il est effrayant de constater que ce sont justement ceux

qui pourraient profiter le plus de la formation continue qui en ont souvent le moins la possibilité. La qualification et la formation continue ne doivent cependant pas être des privilèges pour ceux qui gagnent bien leur vie. Nous demandons une répartition plus équitable des ressources pour la formation professionnelle continue, afin de promouvoir tous les salariés de manière égale, indépendamment de leur niveau de salaire.

Nous devons nous battre pour que la formation continue soit accessible, abordable et attrayante pour tous les travailleurs et travailleuses. C'est à nous d'inciter les employeurs et le monde politique à créer les conditions-cadres correspondantes. Une mesure importante pour la satisfaction du personnel et son maintien au travail, qui doit également être dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs, est l'apprentissage tout au long de la vie. La formation continue peut prendre de nombreuses formes. Il est important qu'elle soit un sujet de discussion dans les entreprises et parmi le personnel. Les entretiens avec les collaborateurs et collaboratrices doivent être améliorés dans ce sens en incluant la question de la formation continue. En renforçant les compétences des collaborateurs et collaboratrices, nous veillons non seulement à leur développement personnel, mais aussi à la compétitivité de nos entreprises et, en fin de compte, de toute l'économie suisse.

Je renvoie ici volontiers à l'offensive de Travail.Suisse en matière de formation continue qui propose des revendications générales. L'apprentissage professionnel pour adultes en est une revendication importante. La semaine dernière, lors du Sommet national de la formation professionnelle, on a prolongé l'engagement des partenaires de la formation professionnelle pour l'apprentissage des adultes. Il faut des solutions pour les coûts indirects de la formation continue, de meilleurs systèmes de bourses et un soutien accru de l'assurance-chômage. En revanche, le démantèlement de la loi sur la formation continue va dans une direction totalement contraire : dans le cadre du réexamen des tâches et des subventions, le Conseil fédéral veut supprimer tous les articles d'encouragement de la loi et économiser ainsi sur l'encouragement des compétences de base des adultes, directement sur le lieu de travail (il renonce tout de même à l'abrogation totale de la loi sur la formation continue). Travail.Suisse s'engagera contre l'extinction de cette flamme vacillante qu'est la formation continue.

Travail.Suisse utilise les résultats du Baromètre dans son travail quotidien. Les résultats ne sont pas seulement un instantané, mais l'impulsion pour des propositions de changements concrets. Il est de notre responsabilité de faire entendre la voix des travailleurs et travailleuses et d'exiger que nos conditions de travail soient améliorées. En collaboration avec nos organisations membres et partenaires, nous faisons pression et veillons à ce que les conditions de travail soient au centre de l'attention publique. Nous nous engageons pour un monde du travail qui soit non seulement équitable, mais aussi salubre et sain.

Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse / ancien conseiller national, wuethrich@travailsuisse.ch, 079 287 04 93